

**APCAM/MSU Note d'Information no. 1  
juillet 2002**

**A. Propositions de mesures à court terme pour réduire le haut niveau des prix de certaines denrées de première nécessité notamment les céréales, le bétail-viande et le ciment**

**Contexte**

**1. Evolution des Prix des Céréales au cours de la campagne 2001/2002**

La production céréalière 2001/02 au Mali, estimée à 2.9 millions de tonnes de céréales, est très proche du record de 1999/00 et demeure supérieure de 24% à celle de 2000/01 et de 18% à la moyenne 1996/97-2000/01.

Malgré ce niveau record de la production, la campagne de commercialisation 2001/2002 a débuté avec des niveaux de prix très élevés. En effet, les prix ont démarré à un palier très haut, 90 F/kg en novembre 2001 contre 68 F/kg en novembre 2000 pour la moyenne pondérée des prix à la production du mil. On relèvera par ailleurs que cette moyenne est supérieure à celle des cinq (5) dernières années qui est environ 70 F/kg Cette évolution ascendante des prix s'explique par :

- la faiblesse des stocks report de cette campagne suite aux fortes demandes intérieures et extérieures de la campagne 2000/2001;
- l'augmentation de la demande intérieure accentuée avec la tenue de la CAN 2002 dans notre pays. Bien qu'étant un événement très limité dans le temps, la CAN draine derrière elle une population de supporteurs et de joueurs assez important ;
- les exportations de céréales vers les autres pays de la sous-région. Toutefois, on note un recul de ces exportations cette année par rapport à l'année dernière. Ainsi, les exportations ont porté de novembre 2001 en janvier 2002 sur 5.000 tonnes environ contre 11.000 tonnes au cours de la même période de l'année dernière ;
- de façon structurelle, on peut attribuer le relèvement du niveau des prix aux effets des politiques entreprises à travers les différentes phases de la restructuration du marché céréalier. En effet, les actions entreprises à travers la mise en place de lignes de crédit PRMC, la diffusion décentralisée de l'information et le développement d'autres activités alternatives ont permis de

renforcer la capacité de négociation des opérateurs (commerçants et producteurs) ainsi que celle d'échelonner la mise en marché des productions, en vue de profiter des hausses de prix.

En perspective, l'évolution des prix présage des lendemains relativement plus tendus en terme de hausse. En effet, au cours du mois de mars dernier, les prix avaient déjà atteint leur niveau du mois d'août 2001 pour les prix à la production et celui du mois de septembre 2001 pour la consommation. Ces deux périodes sont très caractéristiques de la soudure parce que constituant le sommet dans la hausse des prix. Le mois de mars marque certes le début dans l'amorce de l'évolution ascendante des prix au cours d'une campagne de commercialisation normale, cependant ce serait la première fois que ces prix se hissent à un tel niveau.

Les facteurs extérieurs, notamment la reconstitution du stock national de sécurité par l'OPAM et la mise en place des stocks de sécurité au niveau des privés (Région de Kayes et Koulikoro) et d'autres interventions en cours, ne permettent pas d'espérer une baisse des prix. On pourrait tout au plus prévoir une ascension plus douce des prix jusqu'à la soudure après la fin de ces opérations. Dans tous les cas, cette année aura le mérite d'être citée comme celle dont le niveau des prix des céréales sèches n'aura pas été encore égalé jusqu'ici, si rien n'était fait pour atténuer.

## **2. Niveau des prix de la viande**

Il ressort des rapports de la structure chargée du suivi des marchés du bétail et de la viande c'est à dire l'OMBEVI, que les prix des bovins sont en hausse sur les trois quarts des marchés suivis. Cette hausse serait consécutive à la poursuite des exportations sur les pays voisins et à une forte demande intérieure. Concernant la viande, la même source révèle que le prix de la viande avec os est passé de 1250 à 1300 Franc Cfa au mois de mars sur le marché de Bamako.

Dans les mois à venir le pire est à craindre suite à :

- une diminution probable de l'offre à cause des difficultés d'accès à l'aliment bétail provoquant ainsi un ralentissement de l'activité d'embouche cette année. Rappelons, qu'habituellement, avec le retour des animaux au Nord suite à l'installation progressive de la campagne hivernale, ce sont les animaux d'embouche qui constituent la principale source d'approvisionnement de la population en viande.
- un niveau de taxes d'abattage jugé excessif par les chéviards.

## **3. Matériaux de construction**

Parmi les denrées de large consommation, les matériaux de construction font partie de ceux qui ont enregistré, ces dernières années, des hausses de prix très importantes. Par exemple, le sac de 50kg de ciment ordinaire qui était vendu à 3000 Fcfa l'unité, il y a deux ans, coûte de nos jours 6250 à 6500 Fcfa.

Si des dispositions ne sont pas rapidement prise pour atténuer le mouvement ascendant des prix des quelques denrées citées ci-haut, la grande majorité des maliens éprouveront des difficultés énormes pour se nourrir et se loger.

**Proposition de mesures à prendre dans l'immédiat pour atténuer ces hauts niveaux des prix :**

I. Céréales

Cette année, la situation étant similaire dans tous les pays de la sous région avec lesquels le Mali entretient des échanges de produits agricoles, les seules alternatives qui restent pour faire fléchir les prix des céréales sont :

- ***destockage du SNS en accord avec les partenaires tout en institution des mécanismes d'une bonne gestion des frontières ;***
- ***importation de quantités importantes de maïs sur le marché international.***

II. Bétail- viande

- ***Réduction des prix de vente de l'aliment bétail par la réhabilitation des unités de production et la révision à la baisse du prix de cession du coton graine à l'HUICOMA***
- ***Réduction des taxes d'abattage***

III. Matériaux de construction notamment le ciment

- ***Réduction des tarifs à l'importation ;***
- ***Réduction des coûts de transport à travers une baisse des taxes sur l'essence et les pièces détachées des véhicules de transports .***

## **B. Propositions pour l'élaboration d'un programme de Sécurité Alimentaire à moyen terme**

### **1 - Production**

**Objectif** : Accroître le volume de la production agricole

**Stratégie** : Sécuriser la production et améliorer la productivité.

#### **Eléments de programme:**

##### **1. Maîtrise de l'eau**

###### **Actions** :

- aménagement des bas fonds
- construction des retenues d'eau
- augmentation des superficies irriguées surtout en maîtrise totale
- vulgarisation des techniques anti-érosives ;
- mise en place d'un programme d'équipement des producteurs.

##### **2. Professionnalisation des producteurs agricoles:**

###### **Actions** :

- création de centres saisonniers de formation agricole ;
- appui à l'émergence des associations de professionnels du secteur agricole ;
- amélioration de la qualité et extension des services de vulgarisation dans toutes les zones agricoles ;

##### **3. Développement du marché des intrants**

###### **Actions** :

- relecture du cadre réglementaire de la commercialisation des intrants ;
- mise en place d'un fonds dégressif de garantie auprès des banques et des caisses d'épargne ;
- équipement et renforcement en personnel du service de contrôle de qualité du Ministère de l'Agriculture ;
- construction de l'usine d'engrais de Markala .

## **2 - commercialisation**

**Objectif** : Amélioration des incitations de prix à la production

**Stratégie** : Réduire les coûts et stabiliser les prix des produits alimentaires de base.

### **Eléments de programme:**

#### **1. Fluidification des échanges intérieurs**

##### **Actions** :

- renforcement du dispositif d'information sur les marchés agricoles ;
- mise en place des dispositifs de normalisation des produits agricoles ;
- aménagement des marchés centraux dans les zones d'offre et dans les gros centres urbains ;
- aménagement des pistes rurales ;
- mise en place d'une assurance agricole pour protéger les revenus des producteurs.

#### **2. Promotion des exportations**

##### **Actions** :

- mise en place d'un service de promotion des exportations
- mise en place de fonds d'appui à l'exportation
- création de label de qualité pour les produits à l'exportation
- création des infrastructures adéquates pour le conditionnement des produits destinés à l'exportation

#### **3. Transformation des produits agricoles**

##### **Actions** :

- création des zones franches industrielles dans les principaux centres urbains;
- tarification réduite de l'eau et de l'électricité dans les zones industrielles
- appui à la promotion des produits transformés
- négociation de l'accès des produits transformés maliens aux marchés des pays développés

### 3 - Consommation

**Objectif** : Assurer l'accès des populations aux produits alimentaires

**Stratégie** : Sécuriser l'offre alimentaire à bon marché

#### **Éléments de programme:**

##### **1. Développement des mutuelles de consommation en milieu urbain et rural**

###### **Actions** :

- appui en terme de financement et de formation à la mise en place des coopératives de consommation
- assainissement et renforcement des banques de céréales en milieu rural
- détaxation des activités de commercialisation des produits alimentaires

##### **2. Mise en place d'un stock de solidarité**

###### **Actions** :

- constitution d'un fonds de solidarité
- constitution du stock de solidarité au niveau de l'OPAM dans les principaux centres urbains
- élaboration des règles d'intervention du stock de solidarité.

##### **3. Création d'emplois rémunérateurs**

###### **Actions**

- Evaluation des besoins en personnel de l'administration publique ;
- Recrutement pour satisfaire les besoins identifiés
- Mise en place d'un programme spécial de recrutement d'enseignants, de policiers et de gendarmes ;
- Lancement des grands travaux publics dans les villes secondaires et la construction de pistes rurales dans les campagnes rurales ;
- Mise en place d'une structure chargée d'assainir l'environnement juridique des affaires et doter les ambassades d'économistes chargés de faire la promotion du Mali comme pays attrayant pour l'investissement étranger ;
- Mise en place d'un programme d'investissement dans les infrastructures de tourisme et de formation.